

En revenant au thème du désarmement et du développement, on remarque que la question nucléaire a tendance à dominer les débats, laissant de côté les questions très réelles des armes et de la guerre classiques et du développement du tiers monde. Le Canada est invité à élaborer une politique et une stratégie d'aide aux pays du tiers monde qui sont en conflit, par exemple en offrant ses bons offices en vue de médiation. Cela est vu comme une "contribution supplémentaire au désarmement et au développement". En outre, le Canada est encouragé à se montrer plus sensible aux besoins des pays en développement en leur fournissant de l'aide et des technologies qui répondent vraiment aux besoins locaux. On reconnaît que l'APD est seulement une partie du développement; c'est l'avenir social et politique des pays en développement qu'il faut améliorer si l'on veut voir se réaliser un développement véritable et durable.

Il est question du rôle du secteur privé dans le développement. On rappelle que le développement ne se produirait pas sans capitaux et il est justifié d'essayer de faire intervenir le secteur privé pour remédier aux problèmes des pays en développement. On note aussi, toutefois, que le secteur privé aurait besoin d'abord de certaines assurances ou d'un sentiment de sécurité afin d'être encouragé à investir dans les pays en développement.

On discute de la question de l'aide non liée. Bien que l'on soit généralement en faveur de l'aide, on laisse entendre que l'aide déliée est simplement du "pouvoir d'achat international" qui, dans beaucoup de pays en développement, pourrait être utilisé par des régimes répressifs pour acheter des armes ou d'autres technologies superflues. Il est donc recommandé que l'aide demeure liée et on exprime l'avis que les meilleures formes d'aide pourraient fort bien être en nature, c'est-à-dire consister en matériel et en compétences.

Le Canada jouit d'une influence limitée sur le plan du désarmement nucléaire. Toutefois, comme ce seraient les États-Unis et l'URSS qui auraient à prendre l'initiative, le Canada pourrait continuer d'inviter les deux États à avoir des entretiens sérieux et à négocier de bonne foi l'un avec l'autre pour limiter ou démanteler les armes nucléaires actuelles.

Sur la question du commerce international des armes, on note que les armes conventionnelles sont un important facteur du sous-développement de nombreux pays. On propose que le Canada demande instamment aux principaux exportateurs